



[Back to main page](#)

**LA SOCIAL-DEMOCRATIE DANS UN MONDE GLOBALISE"
COPENHAGUE, OCTOBRE 2002
POUR UNE REFORME GLOBALE: UNE APPROCHE
SOCIAL-DEMOCRATE DE LA MONDIALISATION [1]**

CONTRIBUTION DU GROUPE DE REFLEXION "EUROPE-MONDIALISATION"

I. Synthèse

Le fil conducteur de nos propositions est le suivant :

- 1. Face à l'état présent du monde, il n'y a d'autre alternative positive qu'une politique de réformes globales pour maîtriser la mondialisation et ouvrir une perspective de mondialisation du progrès. Dans un monde en changement permanent et accéléré, avec des inégalités croissantes, de moins en moins sûr et prévisible, notre sécurité exige des réformes globales ;**
- 2. Cette réforme de la mondialisation est très difficile et complexe, mais incontournable si l'on veut éviter une dérive permanente vers plus d'instabilité et de violence dans le monde ;**
- 3. Il y a déjà aujourd'hui des propositions, consensus et mouvements qui constituent la base embryonnaire d'un réformisme global qui doit se développer et être mis en œuvre politiquement ;**
- 4. L'Union européenne qui, à une échelle régionale, est la première expérience réussie de réponse aux défis de la mondialisation, doit s'engager de façon déterminée dans cette perspective de gouvernance réformatrice globale, dans l'intérêt de sa sécurité et du développement de son modèle social, ainsi que pour remplir ses responsabilités face à ses propres citoyens et face au reste du monde;**
- 5. La modernisation de la social-démocratie européenne est nécessaire. Dans le cadre de la re-définition de son projet et de la réorientation de ses politiques, elle doit incorporer de façon prioritaire la dimension européenne et l'expansion globale de son projet réformateur. Dans ce sens, son agenda doit intégrer de façon prioritaire le projet stratégique de construction d'une Europe protagoniste de la gouvernance mondiale ;**
- 6. Cela exige un changement politique face à la mondialisation et à ses défis. Il faut passer du stade de définition de "ce qu'il faudrait faire" à une nouvelle période de concrétisation de ce qu'il faut faire et de comment et avec qui le faire, pour ensuite tâcher résolument de le traduire en actions**
- 7. Comme dans les meilleures périodes de nos expériences réformatrices nationales, les voix ne manqueront pas pour accuser nos objectifs d'impossibles. C'est par un long effort d'intelligence, de volonté et d'initiative politique, de renouveau de notre langage et de nos moyens de communication et d'action, que nous pouvons réussir, comme dans les périodes d'accomplissement de nos expériences de réformes nationales, à enclencher un**

mouvement politique puissant, axé sur un enthousiasme conscient de ses finalités.

C'est dans cette perspective générale que nous proposons les **thèses** suivantes comme éléments au débat :

1. La sécurité de nos sociétés exige la réforme de la mondialisation. Dans la situation actuelle du monde il y a une corrélation croissante entre les problèmes de sécurité et la nécessité de réformes globales.

2. Le monde a besoin d'une économie maîtrisée et fondée sur le droit, orientée vers la stabilité, la croissance, le plein-emploi et la convergence Nord - Sud

3. Des droits égaux pour tous exigent l'établissement d'une logique de redistribution à l'échelle mondiale.

4. L'éradication de la pauvreté dans tous les pays, pauvres et riches, objectif majeur de notre époque, est devenue possible.

5. Le développement durable à l'échelle mondiale doit devenir un impératif absolu dans l'action politique à tous les niveaux, car les objectifs environnementaux de long terme et les droits sociaux doivent primer sur les intérêts économiques et entrepreneuriaux de court terme

6. Dans la lutte contre le terrorisme et le crime, la coordination des efforts est une condition nécessaire mais pas suffisante. Il est essentiel de s'attaquer aux racines.

7. La gouvernance mondiale a besoin d'institutions internationales cohérentes, efficaces et pleinement démocratiques.

8. Les consensus mondiaux pour une politique responsable de réformes globales sont en train de se développer : il faut leur donner une perspective politique crédible.

9. L'Europe a une mission dans le monde : de faire partager son expérience de réponse aux défis de la mondialisation.

10. Il faut renforcer la capacité de l'Europe à jouer un rôle de premier plan dans le monde, notamment par de véritables stratégies de partenariat avec d'autres nations ou entités régionales, dans la perspective d'un nouveau multilatéralisme.

11. En Europe, nous devons mettre en place des politiques d'asile et d'immigration rationnelles et humaines pour réussir à tout prix l'intégration.

12. La mission de l'Europe dans le monde coïncide essentiellement avec les tâches d'une social-démocratie modernisée.

13. L'intégration européenne de la politique social-démocrate et son expansion à une échelle mondiale est une nécessité urgente.

14. Il nous faut développer, dans cette perspective, un nouveau cycle européen et global du socialisme.

II. Développement des thèses

Les grands changements survenus dans le monde, d'une façon accélérée et continue dans les deux dernières décennies - que nous regroupons sous le terme de

mondialisation - nous ont projetés dans un univers de "tornades", marqué de changements permanents et rapides, inconnus depuis la révolution industrielle, et de transitions difficiles à prévoir.

Les attitudes face à ces changements sont fortement polarisées. Une minorité des "gagnants" voit la création d'une économie globale comme un processus positif, qui doit suivre sa voie sous l'impulsion non régulée des marchés et la dominance des grandes corporations économiques. Pour des milliards de personnes, la mondialisation dans ses formes actuelles, c'est à dire dans sa version néolibérale, s'est révélée comme étant génératrice d'inégalités croissantes, d'instabilité financière et monétaire, de croissance faible des économies nationales, d'un environnement plus pollué et, plus que tout, d'incertitudes croissantes et de crainte devant l'avenir. Pourtant, cette majorité perçoit que la mondialisation, qui n'est pas seulement économique, est un processus historique incontournable et qu'il ne s'agit pas de la faire disparaître mais de la maîtriser et de la rendre inclusive, pour en optimiser les effets positifs et en combattre les conséquences négatives.

L'insécurité de cette période de mondialisation accélérée est ressentie partout, autant en Europe qu'ailleurs, autant dans les pays pauvres que dans les sociétés prospères. Pour nos concitoyens, la problématique de la mondialisation apparaît avant tout par rapport à leur propre situation dans un contexte national et local. Mutations industrielles et délocalisations alimentent la peur de perdre son emploi. S'y ajoutent les incertitudes liées à l'avenir des retraites, des soins de santé ou des services publics. De plus, la notion de monde "ouvert" liée à celle de mondialisation génère un malaise croissant – alimenté opportunément par la droite et les courants populistes – face à l'immigration. Les terribles attentats du 11 septembre 2001 ont accéléré et dramatisé à l'extrême ce sentiment d'insécurité.

En Europe, cette crainte diffuse s'est exprimée en termes politiques et électoraux à travers la montée de nouveaux populismes, qui se réfèrent à une époque où les gouvernements nationaux pouvaient changer la donne et réguler leurs économies nationales avec une marge de manœuvre plus large. Même si nous savons que leurs recettes politiques ne marcheront jamais et auraient des résultats néfastes, leurs devises faussement sécuritaires sont une donnée majeure de l'actuel paysage politique européen, face à laquelle les vieux ressorts de l'antifascisme ne sont plus suffisants.

La crainte devant l'avenir, le sentiment généralisé d'insécurité et de vulnérabilité, la croissante notoriété des aspects les plus sordides de la politique, la réduction du débat politique à des formules toutes faites et le caractère immédiatiste et médiatique de nos sociétés ont fait le jeu des populismes et de la droite, en provoquant une mise en question du cycle majoritaire de la social-démocratie en Europe et en produisant une perception de crise générale de la politique. Face à ces dangers grandissants pour la démocratie elle-même, la tâche incontournable des socialistes européens exige aujourd'hui de procéder à une rapide modernisation de ses analyses et objectifs, et de ses propositions et initiatives politiques. Cette modernisation ne peut se limiter au seul cadre national. En effet, tant pour gagner la confiance de nos électeurs que pour répondre efficacement aux problèmes posés, nous devons apprendre à articuler et à expliquer notre action politique aussi bien au plan national et local qu'européen et mondial.

La social-démocratie européenne a été un facteur déterminant d'une phase historique de développement de nos sociétés nationales, qui les a rendues plus démocratiques, justes, sûres et cohésives, ainsi que de construction d'une Europe unie, prospère et pacifique. Aujourd'hui, en se fondant sur les mêmes valeurs et aspirations, nous devons identifier et développer les initiatives politiques capables de mettre en place des réformes globales dans le but d'avancer vers un monde plus juste et équitable, plus démocratique et plus pacifique, plus soutenable et plus sûr.

L'énorme difficulté d'un tel objectif de réformisme mondial est évidente. Comme dans les moments précurseurs du développement du "*Welfare State*", les voix ne manquent pas pour affirmer que cet objectif socialiste d'un "*Welfare World*" est utopique et

impossible. Mais c'est la seule alternative face aux risques actuels de dislocation chaotique et violente du monde, dont nous percevons aujourd'hui, de façon évidente, les signes prémonitoires.

Seule une Europe agissant de façon unie comme force réformatrice dans le monde peut fournir des possibilités réelles à la tâche extrêmement complexe et difficile des nécessaires réformes globales de la mondialisation. L'orientation générale de cette action globale de l'Europe doit être l'établissement d'une convergence réelle entre le Nord et le Sud dans le monde, l'extension globale de la démocratie et des droits humains, un modèle de développement durable conduisant à la protection effective de notre environnement et de nos ressources naturelles, l'éradication de la pauvreté, l'extension des droits à la santé et à l'éducation, la régulation du pouvoir des grandes compagnies multinationales, la prévention et la résolution des conflits armés, le maintien de la paix et le développement d'une démocratie transnationale et de ses institutions.

Les socialistes, travaillistes et sociaux-démocrates européens doivent être un élément moteur de cet effort de longue haleine. Cela exige un travail urgent de clarification de nos analyses et objectifs, de concrétisation déterminée de notre projet pour l'avenir de l'Europe, et de développement renouvelé de nos instruments européens de débat, de communication, d'agrégation et d'initiative politique.

C'est dans cette perspective générale que nous proposons les **thèses** suivantes comme éléments au débat :

1. La sécurité de nos sociétés exige la réforme de la mondialisation. Dans la situation actuelle du monde il y a une corrélation croissante entre les problèmes de sécurité et la nécessité de réformes globales

La question des réformes mondiales n'est pas seulement une affaire de bonne volonté et de solidarité face aux souffrances du monde démuné. Elle est, essentiellement, une question de sécurité et de nécessité. Le 11 septembre 2001 a montré l'extrême vulnérabilité des sociétés prospères. On a dit alors que le monde avait changé. On devrait convenir que, pour devenir plus sûr, le monde doit changer.

La dimension sécuritaire que propose la droite est strictement défensive et risque d'alimenter les "gisements de haine" qui sont à l'origine du terrorisme et de la violence. La droite est incapable d'une politique autre que démagogique au sujet des migrations massives de population. D'un côté, elle tâche de profiter des peurs et des sentiments d'insécurité mais, en même temps, elle impose dans le monde une réalité économique et sociale qui alimente les écarts entre pays prospères et pays démunis et les exodes massifs de population qui en dérivent.

L'évolution vers une situation d'écart économique et social croissant, de choc de cultures et "d'apartheid" global signifierait aller vers une réalité mondiale et nationale de violence et d'insécurité croissantes. Toute politique de sécurité valable doit incorporer essentiellement une approche de réformes vers un monde apaisé par une perspective de mondialisation du progrès. Ceci exige le développement d'un nouveau concept plus vaste et durable de politique de sécurité internationale, allant d'une prévention plus efficace des conflits armés à une gestion civile des crises et leur résolution rapide et à des politiques déterminées et efficaces d'aide à la reconstruction.

2. Le monde a besoin d'une économie maîtrisée et fondée sur le droit, orientée vers la stabilité, la croissance, le plein-emploi et la convergence Nord - Sud.

Une des raisons principales de la perception répandue d'insécurité est la peur de perdre ses moyens d'existence. En Europe, l'ambition de la stratégie de Lisbonne est d'éliminer cette peur par une combinaison adéquate de politiques de développement économique et de cohésion sociale, visant à stimuler la compétitivité, la création d'emplois et les possibilités d'éducation et de formation pour celles et ceux qui doivent s'adapter à un marché du travail en mutation. Nous devons renforcer et soutenir cette

approche en Europe et l'étendre au-delà des frontières européennes, en utilisant les organisations internationales disponibles pour promouvoir une éducation mondiale, la stabilité financière et économique, les investissements, le décollage économique du Sud et la coopération étroite face aux problèmes globaux.

En même temps, nous devons absolument défendre, sinon même essayer de renforcer, le modèle social européen qu'il s'agisse de l'avenir des retraites, de la qualité et de l'accès aux soins de santé pour tous ou d'autres domaines. Ici, politiques intra-européennes et internationales sont aussi étroitement liées. Le monde de demain doit devenir celui d'une prospérité de plus en plus partagée et générée par tous.

La succession rapide des crises financières, économiques et sociales au Mexique (1995), au Sud-est asiatique (1997-1998), en Russie (1998), au Brésil (1999), et en Amérique Latine (2001), ainsi que la situation extrême en Afrique représentent un bilan très lourd pour les recettes du fondamentalisme de marché. Elles montrent la nécessité urgente de réformer les règles en place. Mais une réforme majeure est depuis lors restée en suspens, particulièrement au niveau des institutions financières internationales.

Aujourd'hui, la situation en Argentine et dans toute l'Amérique Latine, et les récents scandales d'affaires aux Etats-Unis, font prendre conscience de l'aggravation extrême de cette situation.

Les institutions financières internationales doivent être reformées et ses politiques doivent changer pour remplir leur mandat de garants de la stabilité financière et macro-économique, pour un meilleur contrôle des activités de spéculation, une meilleure prévention et résolution des crises, ainsi que pour créer des instruments efficaces destinés à corriger les conséquences sociales dramatiques des crises sur les pays en voie de développement. Ceci exige aussi un rééquilibrage entre l'influence politique dominante du monde des affaires et celui d'autres parties prenantes à la mondialisation en faveur d'une meilleure protection des droits économiques, sociaux et culturels à l'échelle mondiale, surtout des plus faibles.

3. Des droits égaux pour tous exigent l'établissement d'une logique de redistribution à l'échelle mondiale

La mondialisation du progrès exige le maintien du principe de l'égalité des droits politiques et sociaux de tous les hommes et femmes du monde. Pour les Européens, cela n'est pas seulement une affirmation de solidarité. Dans une économie mondialisée, les droits sociaux durement gagnés et au cœur du modèle social européen ne pourront survivre en l'absence de progrès mondial. Les entreprises auront toujours tendance à se déplacer vers des zones où les coûts d'emploi sont plus faibles. Il est dès lors dans l'intérêt de chacun de promouvoir des normes sociales minimales tant au sein de l'OMC que de l'OIT, ainsi que de renforcer la capacité des syndicats à travers le monde de défendre et de promouvoir les droits de leurs membres. Nous devons soutenir toutes les initiatives qui vont dans ce sens, qu'il s'agisse de la Commission mondiale de l'OIT sur la dimension sociale de la mondialisation, du travail sur la responsabilité sociale des entreprises ou du processus de '*Global Compact*' des Nations Unies, avec la détermination que ces approches soient effectivement capables d'induire les changements nécessaires.

Dans ce domaine, la situation dramatique de centaines de millions de femmes et d'enfants doit devenir une préoccupation centrale des politiques européennes en faveur des pays pauvres ainsi qu'un des thèmes clé pour les socialistes dans le cadre d'une nouvelle politique globale. Plus que les hommes, femmes et enfants sont souvent les plus durement touchés par la misère, par l'impossibilité d'accéder même à une éducation de base ou des soins de santé élémentaires pour les enfants ou l'extrême inégalité des droits de la femme face aux hommes.

Face à cette situation, une nette amélioration des politiques d'aide au développement,

bien que nécessaire, ne sera suffisante: nous devons assumer qu'à une réalité de marché global doit correspondre une logique de rationalisation et de redistribution globales. Il nous faut appliquer à l'échelle globale les approches de stabilité, commerce, fiscalité progressive, redistribution et équilibre entre marché et politiques de cohésion sociale, qui ont fait la réussite de notre modèle social.

4. L'éradication de la pauvreté dans tous les pays, pauvres et riches, objectif majeur de notre époque, est devenue possible

La lutte contre la pauvreté est une fin en soi, mais une fin qui est également de l'intérêt des mieux lotis et qui exige que l'on y consacre les ressources nécessaires. La pauvreté est une cause primaire des conflits internes qui ont touché de nombreux pays parmi les plus pauvres au cours des dernières décennies. La pauvreté croissante dans les pays riches est aussi une des causes principales d'une insécurité en hausse. A moyen terme, il est moins coûteux d'éliminer la pauvreté que de ne pas le faire. Mais aujourd'hui les niveaux d'aide au développement, loin d'atteindre le compromis international de 0,7% du PIB des pays développés, sont tombés au cours de la dernière décennie jusqu'à un niveau extrêmement faible et insuffisant de 0,22%. A cet égard, nous devrions nous engager résolument dans la perspective des objectifs du millénaire à l'horizon 2015 définis par les Nations Unies. En particulier, l'aide européenne devrait davantage cibler l'éducation et les soins de santé de base, à hauteur d'environ 20% de l'aide actuelle.

L'éradication de la pauvreté exige aussi une réforme des politiques commerciales pour rendre possible aux pays en développement de profiter des opportunités du marché mondial. Nous devons nous opposer résolument à la perpétuation d'une situation où les pays prospères pressent les pauvres à ouvrir leurs marchés, tout en protégeant leurs propres économies par des barrières et des subsides. L'expansion du commerce international doit mieux répondre aux exigences de développement des pays pauvres en évoluant de plus en plus vers la notion de commerce "équitable" entre pays pauvres et pays riches. Dans ce domaine, l'Europe doit jouer un rôle moteur lors des négociations commerciales en cours.

5. Le développement durable à l'échelle mondiale doit devenir un impératif absolu dans l'action politique à tous les niveaux car les objectifs environnementaux de long terme et les droits sociaux doivent primer sur les intérêts économiques et entrepreneuriaux de court terme

Le succès limité du sommet de Johannesburg laisse la communauté internationale face à une longue liste de problèmes environnementaux sans réponse politique et sans objectifs concrets et actions appropriées. Il faudra dès à présent identifier les moyens de réactiver cette partie de l'agenda sans avoir à attendre une décennie pour un nouveau marchandage à l'échelle mondiale, de plus en plus influencé par des intérêts économiques et entrepreneuriaux puissants.

Des approches innovantes de gouvernance mondiale et des coalitions politiques plus fortes capables de développer un véritable modèle de développement durable à l'échelle du monde doivent être identifiées et construites. Comme à Johannesburg, l'Union Européenne devra porter une responsabilité mondiale encore plus grande à cet égard dans les années à venir. Cependant, ceci n'aura de sens que si la pensée et le soutien politiques sont suffisamment avancés pour assumer une telle tâche, tant en Europe que dans le reste du monde. Face à ceci, nous devons continuer en tant que socialistes européens à placer le développement durable au cœur de notre approche politique et de notre action.

6. Dans la lutte contre le terrorisme et le crime, la coordination des efforts est une condition nécessaire mais non suffisante. Il est essentiel de s'attaquer aux racines.

Nous devons être durs contre le terrorisme et la criminalité, et durs contre ses

causes. Une politique de réformes globales orientée vers la croissance et la convergence économique et sociale, la démocratie et l'entente entre cultures aurait un impact énorme sur les causes de la violence diffuse et la criminalité, en réduisant les bases de soutien passif et de support actif au terrorisme international. Et cela non pas juste à long terme, puisque les peuples démunis ont besoin, outre une amélioration de leurs conditions matérielles, d'une garantie convaincante d'avenir et de progrès. C'est le déficit d'espoir qui est souvent à la source de la violence, et le combat direct contre le terrorisme et la criminalité organisée est une condition nécessaire mais non suffisante pour réussir.

Nous devons renforcer la coopération européenne et globale contre le terrorisme et la criminalité, ainsi que pour la sécurité intérieure de nos pays, tout en garantissant le respect des droits et libertés civiles. Ceci implique que nous ne devons pas seulement lutter efficacement contre les formes nouvelles de terrorisme et de criminalité transfrontalière, combattre et éradiquer les organisations de la violence, prévenir leurs actions et lutter contre le financement de la violence, mais aussi éliminer aussi de façon rapide et significative les racines qui alimentent ces phénomènes.

Le combat contre le terrorisme et la violence est aussi un combat idéologique et politique. Une lutte politique de fond doit se dérouler entre les tenants d'un réformisme démocratique et internationaliste axé sur la justice globale, la mondialisation de la démocratie et le dialogue entre les cultures, d'un côté, et les fondamentalistes de tout poil, qui mènent à l'exclusion, la haine et la violence de l'autre.

7. La gouvernance mondiale a besoin d'institutions internationales cohérentes, efficaces et pleinement démocratiques

La mondialisation des marchés et des entreprises a progressé beaucoup plus rapidement que celle des institutions et des mécanismes de régulation et la gouvernance politique. Si nous voulons politiser et démocratiser les processus décisionnels mondiaux, alors les institutions internationales elles-mêmes doivent l'être. La prise de décision doit être rendue plus ouverte, plus consultative et plus transparente. Nous devons nous pencher sur des manières innovantes de soumettre les décisions à un contrôle démocratique (voir par exemple la création d'une assemblée parlementaire à l'OMC). Nous devons faire en sorte que les décisions des différentes organisations soient cohérentes et s'articulent autour d'objectifs communs. Des organisations puissantes, tels que le FMI et le G8, se doivent d'être rendues plus représentatives alors que celles qui le sont davantage, tels que les Nations Unies ou l'OIT, doivent obtenir davantage de pouvoir. Un système institutionnel qui fut mis au point au lendemain de la deuxième guerre mondiale doit aujourd'hui être adapté à la réalité d'un monde globalisé. Dans ce sens, nous devons stimuler et appuyer les processus d'intégration politique régionale comme moyen d'accroître le pouvoir collectif de la population mondiale au sein des processus décisionnels qui les affectent.

En même temps, les mandats de négociation internationaux doivent – au niveau national et régional – se déterminer de façon démocratique et transparente en impliquant toutes les parties concernées, afin que la démocratisation d'une gouvernance mondiale renforcée ait un vrai sens. Dans ce contexte, nous devons reconnaître et appuyer l'émergence d'une société civile mondiale, et construire un dialogue actif avec elle, signe d'une participation et d'un engagement citoyen qui renforcent la dimension démocratique de la mondialisation.

8. Les consensus mondiaux pour une politique responsable de réformes globales sont en train de se développer: il faut leur donner une perspective politique crédible

D'une façon embryonnaire et contradictoire, il y a aujourd'hui dans le monde les germes d'un réformisme global, qui s'expriment dans les grandes conférences internationales sur les enjeux majeurs de la mondialisation: la pauvreté, les maladies épidémiques, l'environnement, la démographie, les droits humains, la condition de la femme. Mais, de Rio à Johannesburg, ou de la formulation des objectifs du Millénaire

à Monterrey, la conscience augmente quant à un décalage entre la gravité et la rapidité des problèmes et l'amorce de solutions globales et l'obtention de résultats.

La formulation de grands objectifs sans moyens, les catalogues de bonnes intentions sans concrétisation et la rhétorique des idées approximatives auraient comme effet, dans ce cadre-là, de produire une frustration croissante. Nous avons besoin, au contraire, d'une vision réaliste, avec des dossiers solides, des consensus réformateurs larges et des initiatives politiques finançables. Nous avons besoin de définir les forces, les méthodes et les stratégies politiques pour une application concrète des réformes nécessaires de la mondialisation.

Il y a, en Europe et dans le monde, un développement rapide de mouvements et de réseaux qui s'expriment de façon plurielle et parfois contradictoire sous l'expression d' "*Un autre monde est possible*". Les risques de frustration de cette "société civile globale" émergente sont évidents, compte tenu de sa propre diversité et de l'énorme difficulté et complexité des problèmes auxquels elle fait face. La tendance "anti-mondialisation" présente dans ces mouvements se confronte, pour nous, à l'impossibilité d'empêcher un processus incontournable et de revenir au monde d'hier. Ce manque de perspectives réalisables est porteur de dangers. Dans ce cadre, il faut stimuler un dialogue réel, sans visées de récupération, pour contribuer à donner des perspectives à une action politique globale et construire et développer des consensus politiques actifs autour d'objectifs réformistes globaux qui soient concrets et réalisables. En outre, l'objectif de moduler la mondialisation ne devrait exclure le dialogue avec ceux qui tout simplement s'opposent pacifiquement à sa réalité actuelle. Jusqu'à l'établissement d'un avenir clair il serait absurde d'exclure l'utilité des approches qui misent plus sur une action de dénonciation des injustices et d'affirmation de valeurs que sur des solutions éventuelles.

Mais nous croyons qu'une approche réformatrice exige de dépasser le stade de la dénonciation des problèmes ou de l'évocation générique de "*ce qu'il faudrait faire*", et d'entrer dans un stade de volonté politique résolue, pour donner une concrétisation, une unité et une cohérence à des propositions et des réformes. Nous devons construire une alliance progressiste européenne et globale autour de cette approche, ce qui créera les conditions nécessaires à la mise en œuvre d'un réformisme global. Il s'agit-là du défi majeur des politiques progressistes du XXI^e siècle : créer les bases d'une politique internationaliste efficace.

Il faut rendre politiques et démocratiques les processus mondiaux. Plus les individus sont déconnectés des décisions qui touchent à leur vie, plus se développent les tendances à l'anomie sociale et au vide politique et se renforcent les replis nationalistes, fondamentalistes et populistes (nous créons un vide politique qui, à son tour, se remplit de nouveaux populistes). De la même manière que l'on veut renforcer la légitimité et l'efficacité de l'UE en l'approchant de ses citoyens et citoyennes, le même principe doit s'appliquer progressivement aux processus décisionnels mondiaux, qu'il s'agisse de l'OMC, du FMI, de la Banque Mondiale, du G8, de l'OIT ou des Nations Unies. A une époque où un nombre croissant de décisions importantes se prennent dans le cadre d'organisations au sujet desquelles la plupart des personnes ont l'impression de n'avoir aucune prise et d'être mal informées, il est avant tout de la responsabilité des partis politiques de soumettre ces thématiques et ses processus décisionnels à un débat public et politique permanent et de s'assurer que les décisions prises le sont dans l'intérêt du plus grand nombre et non des groupes de pression les plus influents.

Le rôle de l'Europe

9. L'Europe a une mission dans le monde: de faire partager son expérience de réponse aux défis de la mondialisation.

L'Europe a un intérêt vital à exercer une influence mondiale et doit prendre pleinement la mesure de ses responsabilités globales. Dans un monde perturbé, injuste et dangereux, qui pose des menaces évidentes aux peuples européens, la seule alternative de l'Europe, si elle veut maintenir et développer son modèle social, garantir

sa sécurité, préserver son environnement et remplir son devoir face aux pays émergents, est qu'elle ne doit pas seulement maîtriser la mondialisation pour ce qui la concerne mais aussi tâcher d'apporter des solutions pour le reste du monde.

En tant qu'européens, nous disposons de l'Union européenne comme expérience de ce qui peut être réalisé. Nous avons montré que la création d'une économie « mondialisée » à une échelle régionale peut s'accompagner de la régionalisation de normes sociales et environnementales, de la démocratie, de la convergence vers le haut des situations économiques et sociales, et d'une gouvernance multilatérale efficace.

10. Il faut renforcer la capacité de l'Europe à jouer un rôle de premier plan dans le monde, notamment par de véritables stratégies de partenariat avec d'autres nations ou entités régionales, dans la perspective d'un nouveau multilatéralisme.

L'UE se trouve à une croisée des chemins. Sa raison d'être originelle a été la réconciliation et la paix, après les guerres dévastatrices du XXe siècle. Pendant un demi-siècle, une paix active a rendu possible le déroulement d'une expérience sans précédent qui a réussi à faire de l'Europe unie un succès extraordinaire.

Mais pour poursuivre le développement de son modèle social et son projet d'avenir, l'Europe doit réussir son élargissement, poursuivre son union politique, renforcer sa démocratie et sa capacité de gouvernance en simplifiant ses institutions et procédures en les rapprochant des citoyens et citoyennes, et s'ériger en "*global player*" avec une politique extérieure et de sécurité plus unie et plus puissante. Le processus constituant engagé par la Convention européenne et la CIG de 2004 est la grande opportunité pour faire une Europe forte, avec une vision définie de l'avenir, des institutions efficaces, et un appui largement majoritaire de ses citoyens.

Dans cette perspective, le rôle de l'Europe face à la mondialisation est une question centrale. Si nous voulons ne fut ce que progresser en partie vers la mise en œuvre d'un agenda mondial de réformes globales, il est évident qu'une coalition bien plus vaste que celle qui existe en Europe est nécessaire. Mais l'Europe peut être le catalyseur d'un tel changement, tant de par son poids économique que par son propre succès en tant que modèle de gouvernance démocratique régionale et de multilatéralisme efficace. Face à la crise du vieux multilatéralisme et à l'émergence de l'unilatéralisme global de l'actuelle administration américaine (qui ne doit être pris comme une donnée irréversible et exige un effort européen pour "multilatéraliser" les États Unis), il y a une croissante "demande d'Europe" dans les régions qui, d'une façon embryonnaire, procèdent à leur intégration économique et politique comme réponse à la mondialisation et à l'exigence d'un nouvel équilibre multilatéral. Qui d'autre sinon l'UE peut être le meilleur avocat de l'intégration régionale et de ce nouveau multilatéralisme basé sur un véritable partenariat entre nations et entités régionales dans le monde ?

Notre objectif doit être la recherche d'une meilleure gouvernance mondiale et pour cela nous avons besoin d'une Europe qui s'exprime dans le monde de façon forte et responsable, avec une seule voix. Il ne suffit pas de s'exprimer d'une seule voix en politique commerciale. Au FMI pour la zone euro, à la Banque Mondiale, au G8 et au Conseil de Sécurité des Nations Unies, la représentation de l'UE doit être unifiée, dotée d'un mandat unique et d'une autorité forte. Il faudrait aussi procéder, dans la Constitution ou Traité constituant résultant de la CIG 2004, à l'établissement d'une procédure d'intégration graduelle des trois piliers.

11. En Europe, nous devons mettre en place des politiques d'asile et d'immigration rationnelles et humaines et réussir à tout prix l'intégration

Les questions liées à l'immigration croissante en Europe sont devenues un enjeu social et politique majeur, dont l'importance s'accroîtra encore dans les années à venir. Le paradoxe de la situation actuelle est que c'est la gauche qui en paie un coût

électoral, par ses attitudes solidaires, tandis que c'est la droite qui a imposé, un peu partout dans le monde, les réalités économiques et sociales qui stimulent les exodes de population. Mais en faisant une liaison permanente entre immigration et insécurité, elle profite du malaise qui existe dans les secteurs populaires touchés par l'impact d'une migration mal gouvernée dans leurs conditions de vie quotidienne.

Les migrations sont une nécessité, mais les exodes de population non gérés sont une tragédie humaine et une source de perturbation sociale et politique dans nos sociétés, que nous devons éviter. Ni des frontières ouvertes ni l'immigration zéro ne sont donc des solutions. Une politique d'immigration européenne faite de quotas et de mécanismes de partage des charges appropriés est une perspective à l'ordre du jour qui doit être réalisée. L'Europe a besoin d'immigration légale. Au-delà de la créativité et de l'innovation que génère une société plus ouverte, nous en avons besoin pour trouver une réponse au vieillissement de notre population et à la crise des systèmes de retraites qui en résulte. L'Europe doit développer un *policy mix* adéquat, aux niveaux local, national et européen, pour un accueil solidaire et une gestion qui évite les "ghettos" et l'exclusion.

À défaut de cette politique qui rationalise la solidarité, tous les efforts pour combattre l'immigration illégale seront condamnés à l'échec. La question de l'asile est toute autre, pour laquelle la meilleure réponse est d'éviter les conflits qui en sont la cause. La chute massive du nombre de demandeurs d'asile en provenance d'Afghanistan au cours des récents mois en est une illustration parfaite. Le partage des charges est un élément important. Cependant – et nous devons nous en assurer – quand un conflit se produit, la charge ne doit reposer trop sur les pays voisins proches ou les pays riches les plus proches.

Nous devons aussi mieux comprendre comment véritablement réussir l'intégration des populations immigrées. Politiques économiques, sociales ou culturelles doivent y contribuer mieux que par le passé. Avant tout, il ne peut y avoir d'intégration réussie sans création d'emplois et donc aussi sans croissance suffisante. Ensuite, l'éducation et la formation doivent être adaptées à ce défi, ce qui nous renvoie aux potentialités de la stratégie de Lisbonne.

En même temps, les immigrants ne doivent pas être perçus comme ayant des droits sans obligations et en tant que bénéficiaires d'un traitement "privilegié" face au reste de la population. Une meilleure articulation et une meilleure visibilité des droits et des devoirs liés à l'intégration doivent être trouvées. Aussi, nous devons oser mettre en avant le fait que l'immigration ne se résume pas à une charge à assumer par la société mais qu'à travers une intégration réussie elle devient une richesse.

Les tâches de la social-démocratie

12. La mission actuelle de l'Europe dans le monde coïncide essentiellement avec les tâches d'une social-démocratie modernisée

En ce début du XXI^e siècle, toute véritable modernisation de nos approches doit partir de l'idée que le projet réformiste de la social-démocratie dans le cadre national ou étatique a été essentiellement accompli. Aujourd'hui, ces réalisations doivent se mesurer à une mondialisation mal maîtrisée. Pour rendre irréversibles ces conquêtes et avancer vers plus de liberté, de justice et d'équité dans nos sociétés, pour les rendre plus sûres, le projet social-démocrate doit devenir, à l'époque de la mondialisation accélérée, un projet européen et mondial autant que national.

Cela a des conséquences pour le renouveau de nos partis nationaux, pour le développement du Parti Socialiste Européen, pour une action accrue des socialistes, travaillistes et sociaux-démocrates européens dans l'Internationale Socialiste - qui devrait avoir comme orientation prioritaire l'expansion des politiques social-démocrates à l'échelle mondiale, avec visibilité et *leadership*, sous l'objectif d'un progrès global -, et pour les relations actives avec l'espace plus large des

mouvements et des idées démocratiques et progressistes dans le monde.

13. L'intégration européenne de la politique social-démocrate et son expansion à une échelle mondiale est une nécessité urgente

L'objectif d'une nouvelle approche des socialistes européens face aux enjeux de la mondialisation est triple :

Développer une politique européenne des socialistes, pour réaliser les réformes indispensables dans l'Union européenne à l'égard de ses politiques intérieures et à son action dans le monde ;

Insérer et rendre prioritaire, dans un programme politique réaliste et viable, le cadre actuel d'analyses et de propositions face à la mondialisation, qui se développe dans la communauté internationale, et lui donner un sens de progrès global ;

Créer un consensus réformiste actif, le plus large possible, à l'échelle du monde, dans un cadre de pluralisme politique et culturel (incontournable), dont un élément majeur doit être une alliance progressiste des socialistes, sociaux-démocrates et démocrates progressistes.

En répondant d'une façon active et résolue aux défis de l'intégration européenne et de la mondialisation de la politique socialiste, nous devons nous appuyer sur nos réalisations et aspirations passées. L'action socialiste a permis l'extension des droits démocratiques à la classe ouvrière au cours du siècle passé. Elle a construit les sociétés plus libres, sûres et équitables de l'histoire humaine en créant l'Etat social, la fiscalité progressive et l'universalisation des droits à l'éducation, la santé et la sécurité sociale. Nous devons être conscients qu'une nouvelle approche globale est essentielle pour remplir nos devoirs face à la population mondiale qui vit dans des conditions de pauvreté, et aussi pour le maintien et le développement des niveaux de démocratie, de prospérité et d'égalité que nous avons réussi à créer en Europe. Ceux-ci ne doivent être perçus comme des coûts à minimiser dans un monde compétitif et implacable mais comme des atouts pour donner une orientation à un monde à la recherche d'un nouveau modèle de gouvernance de la mondialisation.

14. Il nous faut développer, dans cette perspective, un nouveau cycle européen et global du socialisme.

C'est une grande tâche d'interprétation, de formulation et d'initiative politique européenne et internationale qui est requise, comme base d'un nouveau projet social-démocrate de réformes globales face à la mondialisation accélérée et ses défis. Nous devons développer les interprétations et le langage politique moderne capables de concrétiser et d'entreprendre ces objectifs politiques, d'une manière qui nous permette de répondre aux espoirs et insécurités ressentis par nos concitoyens et concitoyennes. Il faudra développer les initiatives et les instruments de communication, d'agrégation et d'action des socialistes aux niveaux européen et global. Il faudra développer la vision, les initiatives et les appuis actifs pour un nouveau cycle européen du socialisme. Pour cela, le PSE doit s'épanouir et son Groupe au Parlement européen doit remplir une tâche politique permanente d'appui, pour stimuler le développement des réseaux de communication et d'action du socialisme européen. Il faut aussi que celui-ci renforce sa présence active dans une Internationale Socialiste qui attend un nouvel élan.

Dans le passé, le combat social-démocrate européen fût, essentiellement, un combat contre ceux qui, à droite - au nom des intérêts égoïstes des conservateurs - et à gauche - au nom de l'utopisme révolutionnaire - niaient toute possibilité d'un horizon réformiste.

Le compromis social-démocrate dans le cadre national et sa réussite furent, au fond, le résultat d'une victoire démocratique contre les "impossibilistes". Cette logique est plus actuelle que jamais: dans la nouvelle époque de la mondialisation, rendre possibles les changements pour les réformes européennes et globales est l'objectif

permanent et prioritaire de notre action. Ce n'est pas chose faite et ce ne sera pas facile. Mais c'est un objectif possible, si nous avons le courage de nos convictions, et si nous faisons de l'optimisme une obligation et de l'efficacité un devoir.

C'est la seule voie pour donner son plein sens à notre identité et notre action, pour restaurer la centralité d'un discours social-démocratique en Europe, pour inspirer l'indispensable changement de thématiques et les nouveaux commencements de nos partis et pour ouvrir un dialogue et une coopération fécondes avec la société civile active et la jeunesse.

Députés européens socialistes membres du groupe de réflexion "Europe-Mondialisation"

Raimon Obiols, *Vice-Président du Groupe parlementaire chargé de la coordination du groupe de réflexion*, Président de la délégation pour les relations avec les pays du Maghreb, membre titulaire de la commission des affaires étrangères, des droits de l'homme, de la sécurité commune et de la politique de défense

Maria Carrilho, Membre titulaire de la commission du développement et de la coopération

Fiorella Ghilardotti, Membre titulaire de la commission de l'emploi et des affaires sociales, Membre titulaire de la commission des droits de la femme et de l'égalité des chances, Présidente du comité permanent 'Femmes' du PSE

Robert Goebbels, Vice-président du Groupe parlementaire responsable des affaires économiques et sociales, membre titulaire de la commission des affaires économiques et monétaires

Willy Görlach, Membre titulaire de la commission de l'agriculture et du développement rural

Glenys Kinnock, Vice-Présidente de la commission parlementaire mixte UE-ACP, membre titulaire de la commission du développement et de la coopération

Michel Rocard, Président de la commission de la culture, de la jeunesse, de l'éducation, des médias et des sports

Hannes Swoboda, Vice-président du groupe parlementaire chargé des affaires parlementaires, vice-président de la délégation pour les relations avec l'Europe du Sud-Est, membre titulaire de la commission des affaires étrangères, des droits de l'homme, de la sécurité commune et de la politique de défense

Bruno Trentin, Membre titulaire de la commission des affaires économiques et monétaires

Max van den Berg, Vice-Président du groupe parlementaire chargé des affaires étrangères et de l'OMC, Vice-président de la commission du développement et de la coopération

Le groupe de réflexion travaille en liaison directe avec Enrique Barón Crespo, Président du Groupe parlementaire, lequel participe aux travaux du groupe.

Ont également participé aux discussions ayant conduit à la rédaction de cette contribution:

Poul Nyrup Rasmussen, rapporteur du PSE sur la globalisation et président du parti social-démocrate danois;

Harlem Désir, député socialiste européen, membre titulaire de la commission des affaires industrielles et du commerce

Christa Randzio-Plath, députée socialiste européenne, présidente de la commission des affaires économiques et monétaires

Ainsi que les personnalités externes suivantes:

Giampiero Alhadeff, Secrétaire général, Solidar

Emilio Gabaglio, Secrétaire général, CES

Pr. Zaki Laïdi, Chercheur au CERI

Pascal Lamy, Commissaire européen au commerce
Tony Long, Directeur, WWF Bureau européen
Pr. Riccardo Petrella, UCL
Simon Stocker, Directeur, Eurostep
Simone Süsskind, Présidente, Actions in the Mediterranean
Pr. Mario Teló, ULB
Myriam Vander Stichele, Directeur, SOMO

sans qu'ils soient nécessairement en accord avec tous les éléments de ce texte.

Bruxelles, 26 septembre 2002

[1] Ce document constitue une tentative de formulation d'une approche des socialistes européens face à la mondialisation, pour engager un débat entre acteurs politiques et citoyens. Il se fonde sur les discussions menées au cours des dix derniers mois au sein d'un groupe de réflexion composé pour la plupart d'élus européens socialistes et de représentants d'un certain nombre d'organisations de la société civile. Loin d'être définitive, nous espérons que cette contribution aidera à stimuler les débats à venir dans une direction nous permettant d'élaborer ensemble un document politique plus accompli.

[Back to main page](#)